

Secours Populaire Français Fédération de la Seine Maritime

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Secours Populaire Français - Fédération de la Seine Maritime

Association

17 ter, Rue Louis Poterat 76100 ROUEN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Secours Populaire Français Fédération de la Seine Maritime,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Secours Populaire Français - Fédération de la Seine Maritime** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant de l'annexe des comptes annuels :

- La note 8.1.2.1. « Missions sociales » incluse dans la partie VIII. « Compte de résultat par origine et destination et Compte d'emploi des ressources » qui mentionne que la définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Le montant des contributions volontaires en nature figure au pied du compte de résultat et en détail de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches et des moyens mis en œuvre par votre Fédération, décrits dans l'annexe. Les méthodes retenues et les travaux que nous avons entrepris permettent de considérer dans le cadre de notre appréciation que ce montant constitue une approche acceptable des contributions volontaires en nature.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons également vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi des ressources décrites dans la note VIII de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.



6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le secrétariat départemental.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 4 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
NEXIOM AUDIT

Emmanuel CHARRIER

Bilan

Fédération de la SEINE MARITIME - FED KT 076 0 00000 000100

Exercice : 2024

En Euros	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net 2024	Montant net 2023	En Euros	Année 2024	Année 2023
Immobilisations incorporelles					Fonds propres sans droit de reprise	93 895,90	93 895,90
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	Fonds propres avec droit de reprise	0,00	0,00
Donations temporaires d'usufruit	0,00	0,00	0,00	0,00	Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	Projet associatif et réserves	262 293,77	262 293,77
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	Report à nouveau	1 091 199,93	957 100,32
					Excédent ou déficit de l'exercice	200 022,00	134 099,61
Immobilisations corporelles	507 809,18	348 016,92	159 792,26	215 123,19	Situation nette (sous-total)	1 647 411,60	1 447 389,60
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	Subventions d'investissement	6 182,22	55 176,14
Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	I. Fonds propres	1 653 593,82	1 502 565,74
Constructions	425 508,90	271 673,83	153 835,07	159 926,32	Ecart de combinaison	0,00	0,00
Installations techniques, matériel et outillage industriels	48 076,57	42 086,00	5 990,57	10 361,89	II. Ecart de combinaison	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles:	34 223,71	34 257,09	- 33,38	44 834,98			
Installations générales, agencements divers	0,00	0,00	0,00	0,00	Fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00
Matériel de transport	17 975,52	17 975,50	0,02	44 760,34	Fonds dédiés	124 880,89	154 764,50
Matériel de bureau et informatique	15 614,51	15 647,90	-33,39	74,65			
Mobiler	633,68	633,69	-0,01	-0,01	III. Fonds reportés et dédiés	124 880,89	154 764,50
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	Provisions pour risques	0,00	0,00
					Provisions pour charges	0,00	0,00
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00	0,00	0,00	0,00	IV. Provisions	0,00	0,00
Immobilisations financières	1 060,00	0,00	1 060,00	1 060,00	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	51 165,04	66 284,94
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	Emprunts et dettes financières diverses SPF	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	Emprunts et dettes financières diverses hors SPF	0,00	0,00
Autres	1 060,00	0,00	1 060,00	1 060,00	Avances et acomptes reçus sur commandes	0,00	0,00
I. Actif immobilisé	508 869,18	348 016,92	160 852,26	216 183,19	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 952,54	24 231,82
Stocks et en cours	2 101,36	0,00	2 101,36	1 390,09	Dettes des legs ou donations	0,00	0,00
Autres approvisionnements	1 437,31	0,00	1 437,31	872,99	Dettes fiscales et sociales	60 530,42	56 659,60
Marchandises	664,05	0,00	664,05	517,10	Dettes sur immobilisations	0,00	0,00
Créances	131 094,94	0,00	131 094,94	111 565,94	Autres dettes (dont charges à payer)	18 389,47	24 179,71
Avances et acomptes versés sur commandes	0,00	0,00	0,00	0,00	Produits constatés d'avance	0,00	0,00
Créances clients et comptes rattachés	71 791,35	0,00	71 791,35	47 201,81	V. Dettes	143 037,47	171 356,07
Créances reçues par legs ou donations	0,00	0,00	0,00	0,00	VI. Ecart de conversion Passif		
Autres créances (dont produits à recevoir)	59 303,59	0,00	59 303,59	64 364,13	TOTAL DU PASSIF (+I+II+IV+V+VI)	1 921 512,18	1 828 686,31
Disponibilités	322 077,05	0,00	322 077,05	496 489,92			
Valeurs mobilières de placement et FNS	1 305 386,57	0,00	1 305 386,57	1 003 057,17			
Charges constatées d'avance	0,00	0,00	0,00	0,00			
II. Actif circulant	1 760 659,92	0,00	1 760 659,92	1 612 503,12			
III. Ecart de conversion Actif							
TOTAL DE L'ACTIF (+I+II+III)	2 269 529,10	348 016,92	1 921 512,18	1 828 686,31			



Compte de résultat

Fédération de la SEINE MARITIME - FED KT 076 0 00000 000100

Exercice : 2024

En Euros	Année 2024	Année 2023
I- PRODUITS D'ACTIVITE		
Cotisations		
Vente de biens et services	126 588,52	111 609,82
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0,00	0,00
<i>dont parrainages</i>	0,00	0,00
Produits de tiers financeurs	1 146 335,65	1 133 099,73
Concours publics et subventions d'exploitation	327 716,11	367 138,33
Ressources liées à la générosité du public	385 496,18	390 146,55
<i>Dons manuels</i>	385 496,18	390 146,55
<i>Mécénats</i>	0,00	0,00
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0,00	0,00
<i>Autres produits liés à la GP</i>	0,00	0,00
Contributions financières	433 123,36	375 814,85
Reprises sur provisions et transferts de charges	16 927,49	3 188,86
Utilisations des fonds dédiés	97 232,03	77 408,46
Autres produits	187 335,82	174 051,04
<i>Participations des destinataires de la solidarité</i>	21 691,25	19 998,99
<i>Produits d'initiatives</i>	152 023,94	149 675,95
<i>Autres</i>	13 620,63	4 376,10
I - Produits d'activité	1 574 419,51	1 499 357,91
II- CHARGES D'ACTIVITE		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Achats de marchandises, matériels et fournitures	169 670,03	166 654,58
Variations de stock	- 711,27	- 257,79
Autres achats	28 190,15	29 435,52
Services extérieurs	82 559,09	59 478,08
Autres services extérieurs	123 352,34	123 498,93
Aides financières et quotes-parts de générosité du public reversées	381 946,62	308 575,90
Impôts, taxes et versements assimilés	14 830,25	13 196,54
Salaires et traitements	299 035,10	270 361,96
Charges sociales	98 129,76	87 302,48

Compte de résultat

Dotations aux amortissements et aux dépréciations :	22 878,82	33 487,85
- sur immobilisations	22 878,82	33 487,85
- sur immobilisations destinées à être cédées	0,00	0,00
- sur actif circulant	0,00	0,00
- pour risques et charges	0,00	0,00
Autres charges	190 225,19	185 150,19
Reports en fonds dédiés	67 348,42	129 179,80
II - Charges d'activité	1 477 454,50	1 406 064,04
Résultat d'activité	96 965,01	93 293,87
III- PRODUITS FINANCIERS		
Revenus des placements, intérêts et produits assimilés	31 921,90	22 725,62
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	0,00	0,00
Différences positives de change	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
III - Produits financiers	31 921,90	22 725,62
IV- CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	415,54	520,97
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Différences négatives de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
IV - Charges financières	415,54	520,97
Résultat Financier	31 506,36	22 204,65
V- PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 557,91	1 411,50
Produits exceptionnels sur opérations en capital	163 494,72	17 189,60
Reprises sur provisions et transferts de charges	0,00	0,00
V - Produits exceptionnels	166 052,63	18 601,10
VI- CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	314,33	0,01
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	94 187,67	0,00
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0,00	0,00
VI - Charges exceptionnelles	94 502,00	0,01
Résultat Exceptionnel	71 550,63	18 601,09
VII - Ecart de combinaison	0,00	0,00
VII - Ecart de combinaison	0,00	0,00
Résultat Combinaison	0,00	0,00

TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+5)	1 772 394,04	1 540 684,63
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	1 572 372,04	1 406 585,02
EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)	200 022,00	134 099,61
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	800 388,45	702 463,63
Prestations en nature	249 985,00	265 670,00
Dons en nature	658 337,62	989 624,81
Total	1 708 711,07	1 957 758,44
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	800 388,45	702 463,63
Prestations en nature	249 985,00	265 670,00
Secours en nature	658 337,62	989 624,81
Total	1 708 711,07	1 957 758,44



SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
Fédération de la SEINE MARITIME
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024
MONTANTS EXPRIMES EN EUROS





SOMMAIRE

I. Présentation de l'Association	8
Objet social de l'entité et périmètre des missions sociales	8
Moyens mis en œuvre	8
II. Faits majeurs de l'exercice	10
III. Principes, règles et méthodes comptables	11
Présentation des comptes	11
Méthode générale	11
Changement de méthode d'évaluation et de présentation	11
Durée de l'exercice et date de clôture	11
Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	11
Méthodes d'évaluation et de dépréciation des stocks et des créances	13
Stocks liés à l'achat de produits alimentaire financé par des dotations financières	13
Subventions d'investissements	13
Fonds reportés sur legs et donations	14
Fonds dédiés : Opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice	14
Provisions pour risques et charges	14
Indemnités de départ à la retraite (I.D.R)	14
Compte d'emplois des ressources	15
Evénements postérieurs à la clôture	15
IV. Informations complémentaires	16
Rémunération des dirigeants	16
Honoraires des commissaires aux comptes	16
Engagements hors bilan	16
V. Informations relatives au bilan	18
Actif	18
Passif	22
VI. Informations relatives au compte de résultat	25
Ventilation par nature des produits d'activités	25
Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2024	27
Effectif	27
Résultat exceptionnel	28
VII. Autres informations	29
Contributions volontaires en nature	29



VIII. Compte de résultat par origine et destination (CROD) et Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) 31

Compte de Résultat par origine et destination (CROD) 31

Compte d'emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) 34





ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Montants exprimés en euros
Exercice clos au 31 décembre 2024





I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions.

Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour.

Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

Fédération de la SEINE MARITIME

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

**Les antennes : 10**

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

Les comités : 8

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

Les donateurs : 2 864

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : 1 121

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, plus de 81 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : 9

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.



II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2024 a été fortement impacté par :

En 2024, il y a eu plusieurs mouvements sur le plan salarial : fin de contrat en CDD de Betty COULON, la démission de Karine MANCEAU et enfin l'embauche de Clara FOUCU LE QUERE pour remplacer cette dernière. En cette fin d'année 2024, nous avons un effectif de 9 salariés.

Le Solidaribus ayant été accidenté en décembre 2023, le SPF a perçu un remboursement d'assurance et a vendu le véhicule en l'état dans la foulée. Pour permettre à Betty COULON de continuer son activité, le SPF a racheté un nouveau Solidaribus.

La subvention France Relance pour les conseillers numériques n'a pas été reconduite, le SPF a été contraint d'arrêter l'activité du Solidaribus, de ne pas renouveler le contrat de Betty COULON et revendre ce véhicule acquis en 03/2024.

Campagne Vacances 2024 :

Le département de Seine Maritime subventionne depuis 18 ans le dispositif Vacances pour Tous et cette subvention permet de faire partir 80 familles jamais parties en vacances en Normandie, en Loire Atlantique ou bien dans le Jura.

En partenariat avec l'Office du tourisme de Dieppe, 35 familles du département ont pu bénéficier d'un week-end dans un camping de Dieppe.

124 enfants sont partis entre 1 semaine et 2 semaines en colonies de vacances grâce au dispositif «Colonies apprenantes».

La fédération a organisé la JOV Familles Départementale à Festyland, la JOV Intergénérationnelle au domaine de la Chesnaie ainsi qu'une journée Bonheur qui a eu lieu à Dieppe.

La fédération a reçu une dotation importante de l'association nationale concernant le dispositif Mieux Manger Pour Tous. Cette dotation a permis la mise en place d'enveloppes budgétaires aux différentes structures d'accueil du département pour l'achat de produits frais tels que de la viande, du poisson, des fruits, des légumes, des œufs, des produits laitiers.

Grâce à une subvention supplémentaire du département, la mise en place de cueillettes à la ferme suivi d'ateliers cuisine ont vu le jour sur la région rouennaise et sur le comité de Fécamp.

Les membres de la commission Jeunes ont organisé un battle de danse et un repas pour les aînés et participé à une foire à tout.

La fédération a obtenu une subvention pour les familles Monoparentales en décembre 2023, les fonds ont été partiellement utilisés en 2024. Le solde sera utilisé sur 2025.

L'antenne d'Elbeuf développe ses initiatives et a ouvert une boutique de vêtements dans la ville. Le loyer de ce local est à la charge de la fédération.

L'année 2024 a également connu différentes urgences en termes de catastrophes naturelles (Mayotte, Espagne, Haïti, Maroc, ...). Beaucoup de dons ont été perçus par la fédération. Les fonds dédiés générés seront reversés courant 2025 à l'association nationale.



III. PRINCIPE, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRESENTATION DES COMPTES

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe des comptes.

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et notamment les règlements ANC 2014-03 et ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le SPF dispose, pour la production de ses comptes annuels, de son propre plan comptable et de règles de gestion validées par son conseil d'administration applicable à l'ensemble de l'Union ; en respect des réglementations en vigueur.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Néant

DUREE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLOTURE

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1er janvier au 31 décembre.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financières obtenues à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais d'acquisition d'une immobilisation (droits de mutation et d'enregistrement, honoraires et frais d'acte) sont :

- Portés à l'actif du bilan en majoration du coût d'acquisition de l'immobilisation à laquelle ils se rapportent.

Les immobilisations obtenues à titre gracieux sont enregistrées selon la valeur vénale du bien correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.

**Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :**

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles (hors composants des immeubles) :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	De 10 à 20 ans
Matériel de transport	De 4 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau	De 5 à 10 ans
Mobilier	De 5 à 10 ans
Installations techniques	De 5 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Electricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	15 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	25 ans
Etanchéité (enduit)	20 ans
Ravalement et amélioration	20 ans

Dépréciation des immobilisations :

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non-recouvrement.



METHODES D'EVALUATION ET DE DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Le Conseil d'Administration du 17 février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice :

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée à la clôture de l'exercice,
- De procéder à un recensement des produits non distribués à la clôture de l'exercice et d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2024 dans la rubrique engagements hors bilan.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment).

Les règles de gestion applicables depuis le 1er janvier 2020 concernant les amortissements sont les suivantes :

- Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.



FONDS REPORTES SUR LES LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (CA du 19/12/2020).

La fédération (ou comité) n'est donc pas concernée par cette rubrique.

FONDS DEDIES : OPERATIONS PARTIELLEMENT EXECUTEES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a précisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- Les dons des particuliers
- Les dons des entreprises ou « mécénat »
- Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations »

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association. Ainsi, les fonds collectés lors des campagnes « Pauvreté Précarité » et « Pères Noël verts » ne font plus l'objet de fonds dédiés étant donné que ces appels aux dons se confondent avec l'objet social de l'association.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE (I.D.R.)

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.



COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8%.

Le taux appliqué pour notre structure est de 8%.

Pour 2024, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement reposent sur les postes suivants :

Dons de particuliers

Mécénat

Legs, donations et assurances-vies

Subventions

Contributions financières des fondations et associations

Autres ressources

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.



IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 74 523,26 € en 2024, le Secrétaire général et le Trésorier départemental.

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2024 par les élus au comité départemental disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 120 218,28 €.

HONORAIRES DES COMMISAIRES AUX COMPTES

Les honoraires d'audit inscrits en charges de l'exercice 2024 s'élèvent à 7 958,40 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.3.1 Engagement pris en matière de retraite

Méthode retenue :

- Indemnité prévue par le code du travail
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3,38%
- Taux d'évolution des salaires : 1 %
- Taux de rotation moyen sur 3 ans

Le montant total des IDR est de 6 042,19 €.

4.3.2 Crédit-bail

Néant

Retraitements de crédits-baux					
	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	et Autres	Total
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs					
- exercice					
sous-total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Redevances restant à payer					
- à un an au plus					
- à cinq ans au plus					
sous-total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Valeur résiduelle					
- à un an au plus					
- à plus d'1 an et 5 ans au plus					
- à plus de cinq ans					
sous-total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Montant pris en charge dans l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

4.3.3 Legs, donations et assurances-vie

La fédération est bénéficiaire du legs, donation ou assurance-vie en attente de clôture au 31/12/2024 du testateur STUPPA pour un montant de 10 366,98 € (net des 8% de frais de gestion prélevés par l'Association Nationale).

4.3.4 Stocks de produits achetés avec une dotation et non distribués à la clôture

Dans le cadre de la dotation nationale Mieux Manger Pour Tous Lots (MMPT), les produits achetés en 2024 et non distribués aux personnes accueillies à la clôture de l'exercice représentent 0 €.

**V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN****ACTIF**

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

Les mouvements des immobilisations et des amortissements,

- L'état des stocks au 31/12/2024,
- L'état des créances au 31/12/2024,
- Les variations des dépréciations,
- Les produits à recevoir,
- Les mouvements de trésorerie,
- Le détail des charges constatées d'avance.

Les mouvements des immobilisations :

En Euros	Valeur brute au 01/01/2024	Acquisitions et créations en 2024	Diminutions par cessions ou mises hors service en 2024	Valeur brute au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Donations temporaires d'usufruit	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles (I)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (II)				
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Agencements et aménagements de terrain	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	422 777,22	2 731,68	0,00	425 508,90
Installations techniques, matériel et outillage industriel	48 076,57	0,00	0,00	48 076,57
Autres immobilisations corporelles:	99 003,71	57 990,00	122 770,00	34 223,71
<i>Installations générales, agencements divers</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>82 755,52</i>	<i>57 990,00</i>	<i>122 770,00</i>	<i>17 975,52</i>
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	<i>15 614,51</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>15 614,51</i>
<i>Mobilier</i>	<i>633,68</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>633,68</i>
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (II)	569 857,50	60 721,68	122 770,00	507 809,18
Immobilisations financières (III)				
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	1 060,00	0,00	0,00	1 060,00
Immobilisations financières (III)	1 060,00	0,00	0,00	1 060,00
TOTAL GENERAL (I+II+III)	570 917,50	60 721,68	122 770,00	508 869,18

Les mouvements des amortissements :

En Euros	Montant en début d'exercice 2024	Augmentations: dotations de l'exercice 2024	Diminutions: reprises de l'exercice 2024	Montant en fin d'exercice 2024
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Donations temporaires d'usufruit	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Amortissements des immobilisations incorporelles (I)	0,00	0,00	0,00	0,00
Agencements et aménagements de terrain	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	262 850,90	9 836,81	1 013,88	271 673,83
Installations techniques, matériel et outillage industriel	37 714,68	4 371,32	0,00	42 086,00
Autres immobilisations corporelles:	54 168,73	8 670,69	28 582,33	34 257,09
<i>Installations générales, agencements divers</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>37 995,18</i>	<i>8 562,65</i>	<i>28 582,33</i>	<i>17 975,50</i>
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	<i>15 539,86</i>	<i>108,04</i>	<i>0,00</i>	<i>15 647,90</i>
<i>Mobilier</i>	<i>633,69</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>633,69</i>
Amortissements des immobilisations corporelles (II)	354 734,31	22 878,82	29 596,21	348 016,92
TOTAL GENERAL (I+II)	354 734,31	22 878,82	29 596,21	348 016,92

L'état des stocks au 31/12/2024 :

En Euros	Stocks au 01/01/2024	Reprise de stocks au 31/12/2024	Nouveaux stocks au 31/12/2024	Stocks au 31/12/2024
Stocks des autres approvisionnements	872,99	872,99	1 437,31	1 437,31
Stocks des marchandises	517,10	517,10	664,05	664,05
TOTAL	1 390,09	1 390,09	2 101,36	2 101,36



L'état des créances au 31/12/2024 :

En €uros	Année 2024
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>	
Avances et acomptes sur immobilisations en cours	0,00
Participations	0,00
Autres titres immobilisés	1 060,00
Prêts	0,00
<u>ACTIF CIRCULANT</u>	
Avances et acomptes versés sur commandes	0,00
Créances clients et comptes rattachés	71 791,35
Autres créances:	59 303,59
<i>Personnel</i>	0,00
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	635,09
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	0,00
<i>Autres</i>	58 668,50
Créances reçues par legs ou donations	0,00
Charges constatées d'avance	0,00
TOTAL	132 154,94

Les variations des dépréciations :

En €uros	Montant en début d'exercice au 01/01/2024	Augmentations: dotations de l'exercice 2024	Diminutions: reprises de l'exercice 2024	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Dépréciations des immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes clients	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00

Les produits à recevoir :

En Euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Avances et acomptes versés sur commande	0,00
Créances clients et comptes rattachés / Factures à établir	0,00
Autres créances:	0,00
<i>Personnel</i>	0,00
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	0,00
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	0,00
<i>Autres</i>	0,00
Produits à recevoir	0,00
TOTAL	0,00

Les mouvements de trésorerie :

En Euros	Montant en début d'exercice	Montant en fin d'exercice
Valeurs mobilières de placement	1 003 057,17	1 305 386,57
<i>Placements divers</i>	201 221,25	885 729,51
<i>OPCVM</i>	0,00	0,00
Fonds National de Solidarité	801 835,92	419 657,06
Comptes courants	479 992,53	320 225,18
Caisses	16 497,39	1 851,87
TOTAL	1 499 547,09	1 627 463,62

Le détail des charges constatées d'avance :

En Euros	Année 2024
Exploitation courante	0,00
Données financières	0,00
Données exceptionnelles	0,00
TOTAL	0,00

5.1.1 Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente), autrement dit que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé).

Néant.



5.1.2 Donations temporaires d'usufruit

Néant.

PASSIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- Le tableau de variation des fonds propres (cf 5.2.1)
- La variation des provisions,
- L'état des emprunts et des dettes financières,
- L'état des dettes à la clôture,
- Le détail des charges à payer
- Le détail des produits constatés d'avance.

La variation des provisions :

En Euros	Montant en début d'exercice au 01/01/2024	Augmentations: dotations de l'exercice 2024	Diminutions: reprises de l'exercice 2024	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Provisions pour risques	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00

L'état des emprunts et des dettes financières :

En Euros	Capital restant dû au 01/01/2024	Remboursement au cours de l'année	Nouvel emprunt au cours de l'année	Capital restant dû au 31/12/2024
Emprunts auprès des établissements de crédit :	66 284,94	15 535,44	415,54	51 165,04
<i>Emprunts</i>	66 284,94	15 535,44	415,54	51 165,04
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts auprès de structures SPF	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	66 284,94	15 535,44	415,54	51 165,04

En Euros	Capital restant dû au 01/01/2024	Capital restant dû au 31/12/2024
<i>Compte courant au passif</i>	0,00	0,00
<i>Dépôts et cautionnements reçus</i>	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00

L'état des dettes à la clôture :

En Euros	Montants au 31/12/2024
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit:	51 165,04
<i>Emprunts</i>	<i>51 165,04</i>
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	<i>0,00</i>
<i>Dettes financières</i>	<i>0,00</i>
Emprunts auprès des structures SPF	0,00
Avances et acomptes reçus sur commandes	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 952,54
Dettes fiscales et sociales:	60 530,42
<i>Personnel</i>	<i>26 210,00</i>
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	<i>28 130,52</i>
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>	<i>6 189,90</i>
Dettes sur immobilisations	0,00
Autres dettes	18 389,47
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL	143 037,47

Le détail des charges à payer :

En Euros	Montants au 31/12/2024
Intérêts courus sur emprunts	0,00
Avances et acomptes reçus sur commande	0,00
Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00
Dettes fiscales et sociales (dont congés à payer):	34 859,00
<i>Personnel</i>	<i>26 210,00</i>
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	<i>8 649,00</i>
Dettes sur immobilisations / Factures non parvenues	0,00
Charges à payer	15 328,00
Créditeurs divers	0,00
TOTAL	50 187,00

Le détail des produits constatés d'avance :

En Euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Exploitation courante	0,00
Données financières	0,00
Données exceptionnelles	0,00
TOTAL	0,00

5.2.1 Variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres								
En Euros	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution consommation ou		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	93 895,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 895,90
Fonds propres avec droit de reprise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecarts de réévaluation	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réserves	262 293,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 293,77
Report à nouveau	957 100,32	134 099,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 091 199,93
Excédent ou déficit de l'exercice	134 099,61	-134 099,61	0,00	200 022,00	0,00	0,00	0,00	200 022,00
Situation nette	1 447 389,60	0,00	0,00	200 022,00	0,00	0,00	0,00	1 647 411,60
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	55 176,14			-7 712,20		-41 281,72		6 182,22
Provisions réglementées								
TOTAL	1 502 565,74	0,00	0,00	192 309,80	0,00	-41 281,72	0,00	1 653 593,82

5.2.2 Fonds dédiés et reportés

En Euros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00	0,00	0,00
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	25 422,86	32 915,79	14 232,65	44 106,00
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	97 604,33	10 714,89	68 355,36	39 963,86
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP	31 737,31	23 717,74	14 644,02	40 811,03
TOTAL	154 764,50	67 348,42	97 232,03	124 880,89

VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

VENTILATION PAR NATURE DES PRODUITS D'ACTIVITES

Se reporter aux tableaux en page suivante concernant :

- L'évolution des produits d'activités,
- Le détail de la rubrique "legs, donations et assurances-vie",
- Le détail des rubriques "subventions d'investissement" et " subventions d'exploitation".

L'évolution des produits d'activités :

En Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Vente de biens et services	126 588,52	111 609,82
Concours publics et subventions d'exploitations	327 716,11	367 138,33
Dons manuels	385 496,18	390 146,55
Mécénats	0,00	0,00
Legs, donations et assurances-vie	0,00	0,00
Autres produits liés à la GP	0,00	0,00
Contributions financières	433 123,36	375 814,85
Reprises sur provision et transferts de charges	16 927,49	3 188,86
Utilisations des fonds dédiés	97 232,03	77 408,46
Participations des destinataires de la solidarité	21 691,25	19 998,99
Produits d'initiatives	152 023,94	149 675,95
Autres produits	13 620,63	4 376,10
TOTAL	1 574 419,51	1 499 357,91

Le détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie » :

En Euros	Montant
PRODUITS :	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	0,00
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	0,00
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00
CHARGES :	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00
TOTAL	0,00



Le détail des rubriques « subventions d'investissement » et « subventions d'exploitation » :

En Euros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	0,00
Subventions internationales	0,00
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	0,00
Subventions régionales	13 566,50
Subventions départementales	248 616,27
Subventions communales	42 000,00
Subventions des autres éta.publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	2 600,00
Subventions Publiques Diverses	0,00
Subventions emplois aidés	20 933,34
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	0,00
TOTAL	327 716,11

**ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2024****(VERSION SYNTHETIQUE)**

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

L'état présenté ci-après correspond aux dons financiers ou matériels 2024 dont le donateur (personne physique ou morale) a une adresse postale à l'étranger référencée dans notre outil CRM.

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Canada	370,00€
Espagne	40,00€
Guyane française	100,00€
Luxembourg	200,00€
Portugal	50,00€
Singapour	500,00€

EFFECTIF

Le nombre de salariés au 31 décembre 2024 est de 9.

Catégorie	Effectif au 31/12/2024
Employé	8
Agent de maîtrise	0
Cadre	1

**RESULTAT EXCEPTIONNEL**

Le résultat exceptionnel des comptes 2024 - solde des produits exceptionnels (sous classe distincte des produits) et des charges exceptionnelles (classe distincte des charges) est principalement issu :

En Euros	Montant en fin d'exercice au 31.12.2024
Produits	166 052,63
Produits d'éléments d'actifs cédés	114 500,80
Quote part de subvention d'investissement virée au compte de résulta	48 993,92
Autres produits de gestion sur exercices antérieurs	2 432,00
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	125,91
Transfert de charges exceptionnelles	0,00
Charges	- 94 502,00
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	- 94 187,67
Autres charges de gestion concernant des exercices antérieurs	- 293,33
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	0,00
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	- 21,00
Tableau Résultat exceptionnel	71 550,63



VII. AUTRES INFORMATIONS

CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- Dons en nature neuf : alimentation, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- Prestations en nature : places spectacles, affichage publicitaire, activités sportives....
- Mise à disposition de locaux, personnel, véhicules.
- Bénévolat.

Dons en nature et prestations gratuites :

- La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, État etc.), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans les contributions volontaires en nature.

- Les dons en nature :

Compte-tenu de l'impressionnante collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF leur valorisation est essentielle autant que délicate.

Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :

* Au pied du compte de résultat et du compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.

* Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Leur nature pourra être décrite et si l'information est disponible, la quantité pourra être affichée. Ces biens concourent à la solidarité que mettent en œuvre les bénévoles de la fédération pour soutenir les personnes accueillies.

Estimation des dons en nature usagés

Dons et nature d'occasion	Pièces	Kg
Habillement d'occasion	1700	40606
Couchages d'occasion	5	137
Electroménagers d'occasion-Meubles d'occasions	35	0
Vaisselle d'occasion	275	16522
Education	500	12718
Santé	0	0
Jouets d'occasion	265	3649
Loisirs	10	0
Heures d'instances	363 Heures	



Bénévolat :

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 19,77 € pour 2024.

Concernant les familles de vacances, à compter de l'exercice 2024, sur proposition de la Commission Financière Nationale, le Secrétariat National du 12 novembre 2024 a entériné la décision qu'une journée en familles de vacances sera valorisée au SMIC chargé x 8 heures. Auparavant, les familles de vacances étaient valorisées au taux horaire d'une assistante maternelle.

Les mises à disposition :

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes. Pour 2024, le volume horaire a été évalué à 363 heures.



VIII. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

Se reporter aux tableaux en pages précédentes.

Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2024 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

8.1.1 Les produits par origine

8.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- Les missions sociales,
- Les frais de recherche de fonds,
- Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF :



8.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « *Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :*

- *Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),*
- *Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,*
- *Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,*
- *Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »*

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

8.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux reversements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

8.1.1.4 Les subventions et concours publics comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

8.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

8.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2023. Pour le détail des sommes utilisées en 2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

8.1.2. Les charges par destination

8.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.



Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- Le développement des structures et de l'audience du SPF
- L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

- Coûts des missions sociales :
 - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
 - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.
- Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

8.1.2.2. Frais de recherche de fonds

Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- conception, réalisation et envoi de publipostages,
- recherche et gestion des legs,
- frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- campagne du Don'actions,
- frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- organisation d'initiatives, braderies,
- initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- frais de recherche de subventions publiques.

**8.1.2.3. Frais de fonctionnement**

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- Locaux,
- administration générale,
- communication.

8.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.

8.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2024 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2024 et non encore dépensées au 31/12/2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1. Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER affiche un déficit de 0,00 € sur 2024 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour la fédération à 31 737.31 €.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant le déficit de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année (9 073.72 € pour la fédération).

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2024 de la fédération s'élève ainsi à 40 811.03 €, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.

FED KT 076 0 00000 000100	Fédération de la SEINE MARITIME		2024	08/04/2025 11:23:47
CROD				
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	385 496,18	385 496,18	390 146,55	390 146,55
- Legs, donations et assurances-vie	0,00	0,00	0,00	0,00
- Mécénat	0,00	0,00	0,00	0,00
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0,00	0,00	0,00	0,00
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations statutaires	60 362,20		46 365,80	
2.2 Parrainage des entreprises	0,00		0,00	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	372 761,16		329 449,05	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	479 832,44		312 986,84	
3-SUBVENTIONS	376 710,03		384 327,93	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00
5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	97 232,03	14 644,02	77 408,46	46,00
TOTAL	1 772 394,04	400 140,20	1 540 684,63	390 192,55
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	1 126 286,79	348 273,63	979 232,15	349 301,81
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	131 382,40	9 045,45	90 412,19	7 308,17
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	10 356,96	2 874,32	13 237,99	2 606,96
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	58 477,72	16 229,06	25 852,00	5 091,05
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	27 656,74	0,00	25 117,79	0,00
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0,00	0,00	0,00	0,00
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	150 863,01	0,00	143 553,10	0,00
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00
5-IMPOT SUR LES BENEFICES				
6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	67 348,42	23 717,74	129 179,80	25 884,56
TOTAL	1 572 372,04	400 140,20	1 406 585,02	390 192,55

EXCEDENT OU DEFICIT	200 022,00	0,00	134 099,61	0,00
---------------------	------------	------	------------	------

	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
- Bénévolat	800 388,45	800 388,45	702 463,63	702 463,63
- Prestations en nature	135 611,00	135 611,00	172 632,00	172 632,00
- Dons en nature	487 081,00	487 081,00	327 947,00	327 947,00
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	567,00		3 834,00	
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
- Prestations en nature	114 374,00		93 038,00	
- Dons en nature	170 689,62		657 843,84	
TOTAL	1 708 711,07	1 423 080,45	1 957 758,47	1 203 042,63
CHARGES PAR DESTINATION				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	1 507 933,09	1 269 246,58	1 692 681,21	1 060 714,54
- Réalisées à l'étranger	55 873,22	42 809,44	49 874,00	26 778,88
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	22 449,02	17 200,19	32 047,20	17 207,12
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	122 455,75	93 824,24	183 156,05	98 342,08
TOTAL	1 708 711,08	1 423 080,45	1 957 758,46	1 203 042,62

CER					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES			1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations	0,00	0,00
- Actions réalisées par l'organisme	348 273,63	349 301,81	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à	9 045,45	7 308,17	- Dons manuels	385 496,18	390 146,55
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0,00	0,00
- Actions réalisées par l'organisme	2 874,32	2 606,96	- Mécénat	0,00	0,00
- Versements à un organisme central ou à	16 229,06	5 091,05	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0,00	0,00
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	0,00	0,00			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0,00	0,00			
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00			
TOTAL DES EMPLOIS	376 422,46	364 307,99	TOTAL DES RESSOURCES	385 496,18	390 146,55
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0,00	0,00	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0,00	0,00
5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	23 717,74	25 884,56	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	14 644,02	46,00
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0,00	0,00	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0,00	0,00
TOTAL	400 140,20	390 192,55	TOTAL	400 140,20	390 192,55
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0,00	0,00
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0,00	0,00
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	-
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-	-

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
- Réalisées en France	1 269 246,58	1 060 714,54	- Bénévolat	800 388,45	702 463,63
- Réalisées à l'étranger	42 809,44	26 778,88	- Prestations en nature	135 611,00	172 632,00
			- Dons en nature	487 081,00	327 947,00
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA	17 200,19	17 207,12			
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU	93 824,24	98 342,08			
TOTAL	1 423 080,45	1 203 042,62	TOTAL	1 423 080,45	1 203 042,63

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	31 737,31	5 898,75
(-) Utilisation	14 644,02	46,00
(+) Report	23 717,74	25 884,56
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	40 811,03	31 737,31